



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME , C'EST LA MISERE ET LA BARBARIE

SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT Y METTRE FIN

Ouvriers,

Aujourd'hui, ce que fait l'Etat français ne peut plus nous laisser sans réaction !

D'un côté, il est aux avant-postes de la politique de la canonniers qui se développe aujourd'hui dans le monde et à laquelle nous ne pouvons rester ni sourds ni indifférents, parce que ça nous concerne !

De l'autre, il lance des attaques contre nos conditions de vie d'une ampleur et d'une gravité telles qu'elles ne peuvent ni ne doivent rester sans qu'on y oppose nécessairement nos luttes comme riposte.

Ouvriers,

Malgré les mensonges qu'on nous déverse quotidiennement pour nous faire croire que ce qui se passe dans le Golfe persique n'a pour but que de "préserver la paix dans le monde", malgré la discrétion et même parfois le silence sur ce que font les occidentaux et particulièrement l'armée française que ce soit dans le Golfe ou au Tchad, une chose doit rester claire dans nos consciences : c'est la réalité de l'implication très lourde de l'Etat français, de sa responsabilité, dans l'accélération des tensions guerrières aujourd'hui dans le monde.

Dans le golfe persique, sur plus de 70 navires de guerre occidentaux sur-armés, la France n'en compte pas moins de 16 (juste derrière les USA, première puissance du bloc) avec plus de 4 000 hommes dont une grande partie est du contingent. Et nous pouvons être certains que toute cette puissance de feu n'est pas là pour faire de la figuration comme nous l'ont prouvé les "avertissements" sanglants des hélicoptères US à l'Iran ces derniers jours.

Au Tchad, il est clair aujourd'hui que l'implication directe de l'armée française est à la base de ce que les médias présentent hypocritement comme "les mésaventures de Kadhafi" et qui se traduisent concrètement par des milliers de cadavres pourrissant dans les sables du désert.

Ouvriers, cette situation nous concerne tous.

D'abord parce que cette politique de la bourgeoisie occidentale, à laquelle participe largement l'Etat français avec la bénédiction plus ou moins affirmée de tous les partis, ne peut aboutir qu'à de nouveaux bains de sang, aujourd'hui dans le Golfe et au Tchad, demain dans

d'autres coins de la planète. Il n'y a pas d'illusions à ce faire : tant que la loi du capital continuera de régner sur le monde, à l'Est comme à l'Ouest, les tensions guerrières, avec leur lot de massacres et de morts, ne pourront aller qu'en s'amplifiant.

Si nous la laissons faire, la bourgeoisie ne peut, par elle-même, aller qu'en aggravant cette situation. D'ailleurs, elle se prépare tous les jours à d'éventuels conflits de plus grande ampleur. Une preuve parmi tant d'autres mais qui est toute fraîche, ce sont les gigantesques manœuvres franco-allemandes baptisées "Mouveau hardi" qui ont simulé la riposte conjointe et coordonnée des deux armées à une attaque venant de l'Est.

Aussi, nous ne devons pas nous laisser abuser par les négociations Est-Ouest actuelles sur un pseudo-désarmement qui ne sont là essentiellement que pour nous endormir. La réalité est criante : le capitalisme, c'est de plus en plus la guerre.

Mais nous sommes également concernés parce que ce ne sont plus seulement des "spécialistes" de la guerre que l'on envoie, ce sont aussi des enfants d'ouvriers qui sont mobilisés de plus en plus nombreux sur les différents théâtres d'opérations et qui risquent de tomber pour défendre les intérêts de la "patrie", c'est à dire les intérêts du capital. C'est une situation que la classe ouvrière en France n'avait pas connue depuis la fin de la guerre d'Algérie.

De plus, nous devons être conscients que le coût de plus en plus important de cette politique guerrière pèse directement d'un poids écrasant sur nos conditions de vie.

Ouvriers,

En cette rentrée, la bourgeoisie, non contente de nous entraîner dans des aventures de plus en plus meurtrières et de nous les faire payer, assène des attaques et met en place des mesures sans précédent contre nos conditions d'existence déjà fortement malmenées. En plus du lot quotidien de licenciements dans tous les secteurs, de baisse du niveau de vie à travers les baisses de salaires, les augmentations de prix, les attaques actuelles contre la couverture sociale, etc..., le gouvernement Chirac développe aujourd'hui une attaque en profondeur contre le secteur public où des licenciements massifs vont tomber sans aucun doute dans les semaines et mois à venir. Aujourd'hui l'Etat se libère progressivement les mains pour licencier en privatisant certains secteurs

comme les télécoms ou dans la RATP, ou en éliminant certaines contraintes juridiques à travers par exemple la modification des "statuts" de Renault (voir article p.2).

Ouvriers,

Aujourd'hui moins que jamais nous avons le choix : il faut que notre colère et notre refus de la misère et de la barbarie que la bourgeoisie tente de nous imposer s'expriment dans les luttes. Et ce ne sont pas les "promesses" de Chirac qui doivent nous en dissuader. Ce ne sont pas non plus les grands cris de la CGT contre le gouvernement qui "brade l'économie nationale" qui doivent nous dévier de nos préoccupations, ni ses pseudo-mobilisations qui doivent nous écoeurer de lutter.

Au contraire, tout ce battage de la bourgeoisie de droite comme de gauche, n'est qu'un écran de fumée destiné à nous masquer la gravité de la situation : celle des massacres de nos frères de classe dans les zones de conflits guerriers, celle de la surexploitation accrue, de la misère et du chômage qui se développent en France comme dans tous les pays industrialisés. Ne pas réagir à cette situation, c'est laisser la bourgeoisie nous imposer toujours plus de sacrifices jusqu'au sacrifice ultime de notre vie dans une troisième guerre mondiale.

Il n'y a plus d'illusions à se faire !

La guerre au Moyen-Orient dont la bourgeoisie nous fait payer les frais, n'est rien de moins qu'une préparation à la barbarie généralisée qui ne peut aboutir qu'à la destruction de l'humanité. Cette guerre nous donne aujourd'hui une raison supplémentaire de riposter, elle doit renforcer encore notre détermination à refuser la logique du capitalisme en crise.

Développer des luttes toujours plus massives, toujours plus unies, contre la dégradation accélérée de toutes nos conditions de vie, voilà le seul moyen d'empêcher la bourgeoisie de nous entraîner dans sa folie guerrière. Voilà le seul moyen de développer notre force, de forger notre unité de classe, elle seule capable de détruire ce système barbare.

J.E.

26.09.87

SOMMAIRE

FRANCE :

.L'Etat accentue ses attaques..... p. 2
.Campagnes anti-Le Pen..... p. 2
.Manœuvres syndicales..... p. 3

LUTTE DE CLASSE

.Italie..... p. 4
.Espagne..... p. 5

CONFLITS INTERIMPERIALISTES :

.Golfe persique..... p. 6
.Tchad..... p. 6

**IL FAUT RIPOSTER
DES AUJOURD'HUI ➡ PAGE 3**

SECURITE SOCIALE, SALAIRES, LICENCIEMENTS, FONCTION PUBLIQUE L'ETAT ACCENTUE SES ATTAQUES...

■ Non, la bourgeoisie française ne se résignera pas à amollir son attaque contre les travailleurs, même sous la pression de luttes de l'envergure de celle de la SNCF en décembre dernier, tant que celles-ci ne se débarasseront pas du carcan du corporatisme. Au contraire, elle déroule implacablement et résolument l'écheveau de ses mesures anti-ouvrières. Les "acquis sociaux" des années 30 ont volé en éclats. Les miettes accordées pendant la reconstruction d'après la seconde guerre mondiale sont balayées. Balayés également les prétendus avantages liés au passage de la gauche au pouvoir en 81. Tout cela avec l'assentiment et la complicité active de cette même gauche et des syndicats.

La législation du travail a fait place à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, à l'aménagement du temps de travail, à la "flexibilité de l'emploi". Le salaire minimum garanti a fait place à la suppression de toute indexation des salaires sur les prix. Tout cela agrémenté de TUC, PIL et autres travaux sous-rémunérés. Les allocations diverses sont soit ouvertement supprimées, soit soumises à des conditions d'obtention qui de fait les réduisent comme peau de chagrin (chômage, allocations logements, etc.). Le "contrôle" et la limitation des prix, ainsi que la législation sur le montant des loyers ont fait place à la "libération des prix", c'est-à-dire à une flambée incessante de ceux-ci.

Tout s'est ainsi aujourd'hui volatilisé, soit directement du fait de la violation par la bourgeoisie des règles qu'elle s'était elle-même données, soit du fait d'une dégradation telle des ressources des ouvriers, qu'ils sont contraints jour après jour à multiplier les sacrifices. Ils doivent renoncer à partir en congés, renoncer à se soigner, renoncer à travailler moins...

Jamais les travailleurs, toutes catégories confondues, n'ont à ce point été soumis à une attaque d'une telle envergure, et dont les conséquences immédiates se font durement sentir : feuilles de paye constamment rognées par les augmentations répétées de cotisations sociales; limitation drastique des remboursements médicaux qui les condamnent à repousser, voire renoncer aux soins médicaux devenus un luxe pour la plupart d'entre eux. Conditions de travail de plus en plus insupportables, augmentation des charges de travail sous le poids des suppressions massives d'emplois, risque d'être déplacé du jour au lendemain d'une usine à l'autre, avec la menace si on ne se plie pas, d'être licencié sans ressources.

Aucun secteur n'est épargné par les licenciements qui se multiplient jour après jour, et les projets à moyen terme témoignent de cette aggravation sans précédents : 4 000 à 5 000 suppressions annuelles à Renault, 2000 à 3000 dans les Télécommunications, 13 000 dans la Fonction Publique en général. La région parisienne est aujourd'hui attaquée de front : près de 500 000 personnes sont déjà au chômage (7,8% de plus qu'en 86) et on annonce la fermeture définitive de l'unité Citroën à Levallois, tandis que Renault-Billancourt est périodiquement vidé de ses effectifs.

La misère, le dénuement deviennent le lot d'une proportion croissante de personnes (huit millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté selon les normes officielles de la CEE). Au mois de juillet dernier plus d'un million trois cent mille chômeurs étaient totalement privés de ressources tandis qu'un million et demi ont le "privilège" de percevoir une indemnité inférieure au SMIG, soit en moyenne 2 300 F par mois.

Penser qu'aujourd'hui, à l'approche de la période électorale, la bourgeoisie va relâcher sa pression serait illusoire. La stratégie des miettes accordées pour intéresser les ouvriers au cirque électoral fait partie du passé. D'ailleurs le dernier projet de budget pour 88 vient confirmer cela : les allègements d'impôts se révèlent être de purs mensonges; par contre, à travers la baisse des budgets de l'industrie (-12,5%) ce sont de nouvelles saignées dans les effectifs ouvriers, de nouvelles baisses de salaires, de nouvelles augmentations de cadence qui se profilent. Sous prétexte de "réduire les dépenses de l'Etat", des milliers d'ouvriers de la fonction publique vont être licenciés. Par contre, plus de 213 milliards de francs seront, selon ce même budget, imputés à la Défense Nationale (avec 16,6% d'augmentation pour la recherche militaire). C'est ainsi qu'une partie importante du travail et du salaire des ouvriers va être versée à la construction d'armes avec en plus, chaque fois que l'occasion s'en présentera, l'envoi de "volontaires désignés" sur les fronts guerriers.

TOUS LES OUVRIERS PRIVES DE PROTECTION SOCIALE

Depuis un an, un pan fondamental de l'édifice social lié à la reconstruction, s'affaisse, à travers la remise en cause de toute protection sociale. Aujourd'hui, la bourgeoisie s'apprête à porter le dernier coup de grâce : "Il n'est pas certain que la sécurité sociale existe encore dans cinq ans" disait Seguin en février dernier. Et pour cause. L'Etat bourgeois n'y trouve plus son compte : l'entretien de la force de travail est devenu trop coûteux. Elle cherche à faire des économies, condamnant par là même les ouvriers à rester sans ressources en cas de maladie ou d'accident. Les syndicats montent au créneau, voulant faire porter aux ouvriers le drapeau de la "défense de la sécu". Les voilà réanimant la flamme de la solidarité nationale. Pour les ouvriers, il ne peut s'agir en soi de défendre la sécurité sociale qui, sous le contrôle et la gestion tripartite Etat-syndicats-patrons est un instrument de duperie, adaptable et malléable selon les seuls intérêts de la bourgeoisie. La fonction d'entretien de la force de travail de cet organisme a depuis longtemps et de plus en plus été détournée, l'Etat puisant dans cette manne ouvrière les ressources nécessaires à l'entretien des patrons, des couches sociales non salariées, voire même à combler les trous de

ses budgets à l'occasion.

Les ouvriers constatent avec colère une chose : c'est qu'au nom de la "solidarité nationale", les prélèvements sur leurs salaires ne cessent de se gonfler, tandis que les impayés des cotisations patronales (qui ne sont autre chose qu'une partie impayée du salaire ouvrier) s'élèvent à 40 milliards de francs en 87, soit près du double du fameux "trou" de la Sécurité Sociale. Au nom de cette même "solidarité nationale", c'est à terme la suppression pure et simple de toute protection sociale qui se profile. Voilà dans toute sa nudité la seule réalité de l'Etat bourgeois : un instrument au service d'une classe, la bourgeoisie, et qui pour cela n'hésite pas à orchestrer les plus féroces sanctions à l'encontre de tous les ouvriers en même temps. Voilà ce que les syndicats, complices, tentent de masquer, tâchant de voiler aux yeux des ouvriers l'ampleur et les conséquences de cette attaque, et essayant de sauvegarder l'image d'un Etat neutre, au-dessus des classes.

Pour les ouvriers, l'enjeu n'est pas "Sécurité Sociale" ou pas. Il est de défendre pied à pied leurs conditions de vie, leur santé, afin d'empêcher que la bourgeoisie n'empie inlassablement sur leurs intérêts en tant que classe.

FONCTION PUBLIQUE : TOUS LES OUVRIERS SONT CONCERNES.

Mais, non contente de couper les vivres simultanément à l'ensemble des ouvriers, aux chômeurs, les faisant sombrer dans une misère sans fond, patronat, syndicats et gouvernement poursuivent et amplifient la mise en place de mesures destinées à rendre tous les travailleurs corvéables à merci, à les surexploiter tous sans exception. Les lois sur la flexibilité du travail, la suppression de l'autorisation administrative de licenciements, portent leurs fruits dans le secteur privé. Ce sont aujourd'hui les employés du secteur public qui sont à leur tour mis à l'index. Déjà, la baisse de leur pouvoir d'achat atteint des taux records : 8% en 5 ans, et plus de 2% supplémentaires en 87. Officiellement, des milliers de suppressions de postes en 86. Cela ne suffit pas. En l'espace de quelques semaines, la privatisation des PTT (télécommunications), de la RATP (projet de division en trois réseaux indépendants) est annoncée, celle des assurances et des banques est accélérée. A travers cela, la bourgeoisie et son Etat cherchent à se libérer d'un certain nombre d'anachronismes devenus trop encombrants afin de soumettre les travailleurs à une exploitation accrue, les plongeant dans une situation similaire à celle des actuels TUC, PIL et autres travailleurs précaires.

Les suppressions d'emplois sont déjà entrées dans les moeurs, soit. Il faut faire plus fort : en séparant et cloisonnant les différents centres (par le biais des privatisations), elle se dote de moyens plus efficaces pour licencier paquet par paquet des fractions massives de

travailleurs.

Derrière ces attaques, c'est non seulement la fin de toute "garantie de l'emploi" qui est certifiée, mais encore la suppression des primes, l'abolition totale de la garantie des salaires, et leur alignement sur les salaires les plus bas, la suppression des mutations et le transfert des effectifs d'un centre à l'autre selon les besoins, la course à la productivité et la concurrence exacerbée entre centres, entre ouvriers.

Parce qu'il est plus facile de régner sur des secteurs divisés que sur des secteurs soudés, la bourgeoisie espère, avec l'appui des syndicats, négocier au cas par cas, centre après centre, adaptant ceux-ci et les soumettant aux stricts besoins de la production et du profit, comme elle le fait systématiquement déjà dans le secteur privé.

Là encore, on voit la gauche et les syndicats élever le drapeau de la "défense du secteur public", du "statut de fonctionnaire", drapeau derrière lequel ils cherchent à entraîner les ouvriers. Les voilà contribuant activement à dissimuler les enjeux véritables pour finalement permettre aux attaques de tomber. Les voilà isolant les ouvriers du secteur public de ceux du secteur privé, alors que tous sont confrontés pareillement aux agressions de l'Etat. On les voit, à l'écoute du mécontentement des ouvriers, faire tout pour éviter qu'il n'éclate et ne fasse tâche d'huile dans tous les secteurs, pour empêcher qu'il ne prenne l'Etat pour cible.

Sur ce terrain, non seulement les ouvriers ne peuvent que s'isoler du reste de leur classe, abandonnant la défense de leurs intérêts communs, mais encore ils se privent d'une arme fondamentale pour faire reculer la bourgeoisie : la prise de conscience des véritables enjeux à travers leur unité dans la lutte la plus large possible.

Sur ce terrain, non seulement les ouvriers ne peuvent que l'ensemble des ouvriers, y compris dans ses bataillons les plus massifs et les plus décisifs pour la lutte, portant ses coups tout à la fois sur les salaires, les conditions de vie, de travail, remettant en cause les structures mêmes du salariat, pour laisser les ouvriers sans ressources, avec pour seule certitude, une exploitation accrue, la misère et la guerre. Mais par là même, l'édifice bourgeois se déchire, révélant la pourriture d'un système qui ne vit que de l'exploitation violente de la force de travail, posant les termes d'une remise en cause massive et consciente de l'Etat bourgeois exploiteur.

La bourgeoisie aiguise ainsi les conditions les plus propices à une riposte massive, embrassant tous les secteurs, prenant appui sur des revendications communes et unifiantes, seules capables de drainer et entraîner une masse croissante d'ouvriers, par delà les secteurs, la corporation, l'entreprise, et portant de plus en plus la nécessité de balayer résolument un système qui ne peut plonger l'humanité que dans la détresse et la guerre.

MO.

CAMPAGNE ANTI-LE PEN

FASCISME ET DEMOCRATIE: DEUX VIS

■ La bourgeoisie escompte que les ouvriers aient la mémoire courte. Les campagnes idéologiques pré-électorales se suivent et... se ressemblent. Encore une fois on agit devant les yeux de millions de prolétaires l'épouvantail Le Pen à l'occasion de cette stupide polémique entre bourgeois sur les chambres à gaz. En avril 1986, nous rappelions dans ces colonnes que si l'extrême droite avait fait une entrée fracassante au Parlement c'était grâce à l'instauration de la proportionnelle par le gouvernement PS, non pas pour favoriser la "renaissance du fascisme", mais pour disposer d'un partenaire qui soit le punching-ball idéal pour escamoter la responsabilité de la gestion capitaliste par la gauche (RI n°143).

Antérieurement, en mars 85, dans la précédente période pré-électorale, notre journal posait la question : à quoi sert de braquer les projecteurs de l'actualité sur la poignée de marionnettes du Front National? Et nous répondions, pour l'essentiel :

- à faire diversion des attaques frontales que le gouvernement PS fait subir aux ouvriers;
- à blanchir le PS (et le PCF) de leurs états de service anti-ouvriers;

- à recrédibiliser le jeu politique bourgeois sérieusement entamé depuis l'accident de mai 81;

- à insinuer sournoisement que le dégoût du jeu politique bourgeois "fait le jeu de l'extrême droite" et "prépare le lit du fascisme" (RI n°130).

A la veille de ces élections-là, c'était une autre facette de l'ignoble Le Pen qui était exhibée : son passé de tortionnaire en Algérie (RI n°138).

Nos quatre remarques sont encore valables aujourd'hui. Décidément, la démocratie bourgeoise doit une fière chandelle à Le Pen qui lui permet à plusieurs reprises de tenter de faire oublier la réalité de l'exploitation et de l'oppression qu'elle exerce en première ligne contre le prolétariat; elle peut le remercier de servir de bouc émissaire pour essayer de détourner la colère de la classe ouvrière de la cause réelle de l'austérité, du chômage, et des guerres au Tchad et dans le Golfe! S'il ne remuait pas ses gros sabots de député, la gauche et la droite auraient dû l'inventer!

Toute la presse s'est mise à crier au loup : "Le Pen enfin démasqué!", "il a commis la faute révélatrice", "c'est vraiment une ordure", et Le Pen, gêné de s'être "fait avoir", de protester de son honnêteté démocratique et d'accuser "Moscou" et le "national-socialisme" de la seule responsabilité des camps de concentration. Laissons les bourgeois régler leurs comptes entre eux. Nous ne discuterons pas ici, pour notre part, de la barbarie capitaliste, car c'est bien de la barbarie CAPITALISTE qu'il s'agit et non pas d'une mythique excoissance moyenâgeuse démoniaque apparue dans les années 30! A la racine de cette abominable barbarie, les révolu-

tionnaires dénoncent toujours les mêmes vieilleries bourgeoises : des décennies après la première guerre mondiale, la bourgeoisie française laissait se répandre la caractérisation de "boche", de même depuis le deuxième holocauste mondial, elle se lave les mains de ses responsabilités en invoquant "le nazisme". L'idéologie chauvine a toujours le même contenu : la guerre c'est toujours la faute à l'autre, toutes les classes sociales doivent faire front commun dans le sacrifice au nom de l'Etat national démocratique ou du bloc d'appartenance.

A QUOI RIME TOUT CE CIRQUE?

Comme le clamait le Manifeste du 2ème Congrès de l'Internationale Communiste : "Les journaux dirigeants de la bourgeoisie mondiale sont des fabriques monstrueuses de mensonges, de calomnies et de poisons spirituels". Le battage des médias n'est donc pas nouveau, il vise toujours à l'autojustification et à l'autoglorification de la démocratie bourgeoise. Comme les journalistes ne suffisent pas, on fait donner un curé, un ministre, des historiens à la noix.

L'archevêque Decourtray qui invoque "le thème de l'identité nationale" et que "les chambres à gaz étaient (...) l'expression raffinée d'une horreur globale, le symbole le plus expressif des crimes auxquels se sont livrés les nazis". L'ancien gauchiste devenu ministre de Chirac, le moustachu Malhuret, assure à son tour que les chambres à gaz "sont une des clefs de l'histoire du XXème siècle." Quant à Zeev Sternhell, célèbre pour sa tentative d'aider la gauche à faire peau neuve (qui met dans le même sac gauche et droite = fasciste en puissance), il interdit à quiconque de comparer les divers camps de la mort dans le capitalisme décadent, il déclare au journal bourgeois "Libé" que l'extermination par les chambres à gaz d'Auschwitz : "c'est diabolique. C'est moderne. C'est différent de tous les autres massacres". Mais à tous ces cuistres et à Le Pen, nous répondons : et Hiroshima, c'est quoi?

En fait, derrière la spécificité des chambres à gaz on voudrait nous faire croire à nouveau à une spécificité du fascisme, comme s'il n'était pas un produit naturel de la démocratie bourgeoise. On nous ressort les vieux oripeaux du fascisme, mais c'est encore une fois pour mieux réécrire l'histoire. Les dits "révisionnistes" et leurs détracteurs ont en commun l'oubli de pans entiers de l'histoire mondiale, lorsqu'ils se disputent pour attribuer la palme de la barbarie à un massacre capitaliste plutôt qu'à un autre (chambres à gaz pires que le massacre de milliers d'enfants arméniens égorgés en 1915, goulags staliniens pires que les chambres à gaz, etc...). Dans leurs querelles, sur l'horreur de leur monde pourrissant, les hommes politiques bourgeois poursuivent tous les mêmes buts : évacuer la responsabilité du système

MANOEUVRES SYNDICALES

... IL FAUT RIPOSTER DES AUJOURD'HUI, MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

■ La nécessité première à laquelle tous les ouvriers sont confrontés en France en ce début d'automne, c'est de reprendre au plus tôt le chemin de la lutte.

Malgré les difficultés persistantes qu'ils éprouvent pour reprendre le chemin de la lutte, les ouvriers continuent à digérer en profondeur les leçons importantes de leur lutte à la SNCF l'hiver dernier. Ils sont désormais marqués par l'expérience de cette confrontation directe à l'impasse du corporatisme. Ils ont renforcé leur méfiance, voire même de plus en plus leur aversion et leur dégoût envers les syndicats et leurs manœuvres de sabotage. Ils se sont confrontés de façon plus nette et significative qu'auparavant aux pièges du syndicalisme de base.

De plus en plus, l'hésitation engendrée au lendemain de cette défaite tend à s'estomper. Face à la massivité et à la profondeur des attaques (voir article ci-contre) dont les effets sont très durement ressentis par tous les ouvriers, surtout depuis le retour de la période de congés, la rogne se généralise, l'exaspération monte, l'envie de se battre se fait de plus en plus pressante.

La bourgeoisie a pleinement conscience de cette situation du "ras-le-bol" général qui s'accumule et de la rancœur qui tend à émerger plus ouvertement vis-à-vis de tous les discours politiques et syndicaux et de toutes leurs pratiques au sein d'une classe ouvrière hautement désabusée après l'expérience de cinq années de gauche au pouvoir. L'ennemi ne cherche qu'une chose : se donner le maximum de moyens pour maintenir le plus possible la classe ouvrière dans un état d'expectative, la coincer, la bloquer dans ses hésitations pour la paralyser, pour l'empêcher de se battre.

Pour cela, la bourgeoisie développe toute une stratégie où les syndicats sont placés en première ligne. Dès le début du mois de septembre, ils occupent tout le terrain, sont présents sur tous les fronts où la classe peut se manifester, tentant de boucher l'horizon de façon à ce que les ouvriers ne voient pas de perspective autre que les grandes manœuvres syndicales.

COMMENT LES SYNDICATS OCCUPENT LE TERRAIN

- par la multiplication des journées d'action. Chacun annonce la couleur... à coup de simples déclarations verbales plus fracassantes et grandiloquentes que jamais, à commencer par la CGT. Après avoir fait parader ses fidèles troupes dans Boulogne-Billancourt et leur avoir fait occuper spectaculairement l'Opéra de Paris pendant une demi-journée (voir RI n° 160), elle s'exclame à travers les déclarations de Krasucki : "L'objectif de la CGT est de favoriser le développement impétueux de l'action". Le ton de la CFDT se durcit, se faisant nettement plus acerbe envers le gouvernement : dans une conférence de presse le 3 septembre, Maire annonce qu'il faut "partout revendiquer le maintien du pouvoir

d'achat", il dénonce "l'échec du gouvernement Chirac et l'escroquerie sociale de la politique d'embauche" alors que "les principales revendications du CNPF (le patronat) ont été, elles, satisfaites". FO, comme il en est coutumier, met en garde le gouvernement sur les risques de troubles sociaux incontrôlés, issus de sa politique.

Chacun parle haut et fort, très tôt mais décale, reporte "l'action". Il s'agit quand même avant tout de ne pas mettre le feu... et bien sûr de proposer des "mobilisations" chacun de son côté, à des jours différents, ne laissant d'autre alternative aux ouvriers que de se mettre en grève et de défilier derrière le syndicat de "son choix" : alors que Krasucki claironne depuis un mois l'annonce "d'une rentrée sociale plus rapide, plus dynamique, plus puissante que l'an dernier, la CGT n'appelle à une "journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations" que... pour le 1er octobre.

FO appelle ses adhérents à se mobiliser pour le 3 octobre et à donner "une ampleur sans précédent à la manifestation, ce qui n'exclut pas toute autre forme d'action, y compris la grève." Le 15 octobre, ce sont les seuls fonctionnaires qui sont conviés à une "action convergente" rassemblant la CFDT, la FEN, FO, la CFTC et la FGAC (syndicat autonome) mais en dehors de la CGT

- par la mise au premier plan d'une CGT avec une image "radicale" et "combative" : dans cette surenchère, la CGT occupe le haut du pavé et elle est spectaculairement poussée dans ce rôle de "vedette" avec l'aide de l'ensemble des forces de la bourgeoisie. Les "incidents" du Mans orchestrés notamment avec la complicité directe et active du gouvernement sont particulièrement significatifs de cette volonté : des militants de la CGT du syndicat du Livre et du Papier sont brutalement chargés - il y a plusieurs blessés - sans "sommation" par la police après la condamnation de quatre d'entre eux devant le tribunal, à de très lourdes amendes pour "fait de grève" et 24h de grève sont immédiatement décidées par toute la corporation (un des rares secteurs où l'influence de la CGT reste très forte et prépondérante), entraînant la non-parution de la presse dans la majeure partie du pays le 25 septembre et la "large condamnation" de ces faits par tous les syndicats. Ce qui revient à une campagne publicitaire pour la CGT qui vise beaucoup moins à pouvoir la recrédibiliser aux yeux des ouvriers qu'à la mettre en avant sur le front social et à bien marteler son omniprésence sur le terrain de la lutte, à créer une fausse agitation pour rappeler qu'elle est là et bien là.

- par les fausses querelles syndicales : en se déclarant la première prête à "passer à l'action", la CGT se permet en même temps de plastronner sur sa "volonté unitaire", sur le caractère "rassembleur" de sa journée in-

terprofessionnelle du 1er octobre "décidée sans attendre". Elle met en avant son "invitation" aux autres syndicats à "participer" à la "rejoindre dans l'action". Aux autres, qui "mettent leur intérêt particulier avant l'intérêt général", la "responsabilité de la division" !

Mais ceux-ci à leur tour, ont beau jeu de mettre la non-participation de la CGT à la journée du 15 octobre dans la Fonction publique sur le compte du "sectarisme" ;

- par une agitation dans les foyers de combativité et un tronçonnage sectoriel de la lutte. La "préparation syndicale" des "journées d'action" recouvre un épuisement des secteurs les plus combattifs - notamment la CGT - pour qui la "mobilisation pour le 1er octobre" aura consisté à multiplier pendant tout le mois de septembre des "actions", des grèves de 24 h, des manifestations, à prendre les devants dans tous les secteurs où tend à s'exprimer la colère et la combativité des ouvriers, tel jour face aux licenciements annoncés à la Thomson, tel autre à ceux de la SEITA, le 15 dans le secteur des PTT, le 17 en organisant des "grèves tournantes"... à la SNCF pour décourager un secteur particulièrement éprouvé par sa défaite de l'hiver dernier. Ce n'est pas un hasard si la CGT met particulièrement le paquet dans des secteurs (SNCF, PTT) où une forte combativité s'est déjà exprimée, et où, surtout, les syndicats ont éprouvé les difficultés les plus importantes pour préserver leur influence face à l'écoeurement clairement exprimé vis-à-vis de leurs manœuvres.

L'objectif poursuivi par les syndicats en chaque occasion n'est pas de favoriser la mobilisation des ouvriers, mais bien au contraire, de décourager, de paralyser chez eux toute volonté de mobilisation et de lutte en jouant à plein sur les sentiments de méfiance et d'écoeurement qui se généralisent vis-à-vis des syndicats et de ce type d'action.

- par le choix du terrain de la pseudo-mobilisation : il est de toute façon parfaitement décourageant pour la majorité des ouvriers de perdre ces journées pour aller manifester, comme le 15.9 dans les PTT, derrière la CGT "contre le projet Longuet de privatisations", "pour la défense du service public". Et la CFDT ou FO, bien qu'à une date différente, proposent exactement la même chose. Il n'est pas plus engageant, ni exaltant de se mettre derrière la CGT à Renault ou dans la sidérurgie "pour la défense de l'automobile française", de "l'acier français", "contre la concurrence étrangère", "la casse" de l'entreprise ou de l'économie nationale, autant de thèmes totalement étrangers aux intérêts ouvriers.

Ces manœuvres de dévoiement de la lutte et de diversion des ouvriers visent aussi à minimiser et à dénaturer la portée réelle des coups que subissent les ouvriers, et finalement à évacuer les vrais problèmes qu'ils affrontent ensemble, simultanément en matière de licenciements, d'attaques directes sur les salaires et le niveau de vie, de dégradation générale des conditions de travail. De même, la bataille "contre l'amendement Lamas-soure" que préparent les syndicats dans la Fonction publique alors que les débrayages d'une heure ou d'une demi-journée ne sont pas le terrain sur lequel peut s'exprimer la lutte ouvrière, alors qu'il est celui de nombreuses manœuvres syndicales, ne pourra servir qu'un objectif. Il s'agit de tenter de disperser, d'écoeurer la capacité de riposte massive d'un secteur de la classe déterminant par son nombre et par la combativité dont il a déjà fait preuve alors qu'il représente aujourd'hui une des cibles principales des attaques mises en route par l'Etat et l'ensemble de la bourgeoisie.

LE BUT DES MANOEUVRES SYNDICALES

En fait, tout ce déploiement est destiné à servir un double objectif :

- d'une part, il s'agit pour la bourgeoisie de prolonger au maximum l'hésitation de la classe à entrer elle-même en lutte. Pour cela, on lui répète à satiété : les luttes, c'est l'affaire des syndicats, la lutte ouvrière, c'est obligatoirement la lutte syndicale. Toute la bourgeoisie essaye d'obscurcir les leçons que tendent à tirer les ouvriers eux-mêmes en cherchant à troubler leur conscience, de placer un écran de fumée et de freiner le processus de maturation qui germe de leurs expériences, qu'ils ne peuvent développer et mener à bien leur lutte et leur unification qu'en dehors et contre les syndicats. A l'encontre de cela, tout le tapage organisé consiste à mettre en avant : vous ne pouvez pas vous passer des syndicats. Krasucki le déclare sans ambages dans une interview publiée par la Vie Ouvrière du 14.9 : "Vous aurez beau faire des pieds et des mains, si vous êtes seuls, isolés, si vous n'avez pas un bon syndicat CGT, vous ne ferez pas le poids" ! Mensonges ! C'est en suivant la CGT et les autres syndicats que les ouvriers se retrouvent seuls, isolés, dispersés, privés de toute perspective, que les luttes se retrouvent dans une impasse ;

- d'autre part, c'est un avertissement clair qui est présentement lancé à tous les ouvriers : les syndicats ne leur laisseront pas la moindre initiative, ils seront là sur le terrain de la lutte ouvrière quoi qu'entreprendent les ouvriers. Quand tous les syndicats clament à qui mieux mieux "on est là pour la lutte" ou, comme la CGT, "nous sommes les seuls à nous battre, à lutter vraiment", non seulement ils annoncent qu'ils ne se laisseront plus surprendre et déborder comme lors de la lutte à la SNCF, mais ils préviennent que, de toute façon, ils se mettront en travers de tout ce qui bouge. Ainsi, les ouvriers qui voudront prendre l'initiative, les verront immédiatement dans leur sillage. Ce qui, dans la situation actuelle où continue de se développer un sentiment profond de rejet à leur égard, un dégoût envers toutes les magouilles syndicales, constitue, face à la nécessité pressante des ouvriers de repartir en lutte, un frein et un repoussoir des plus efficaces pour la majorité de la classe.

(SUITE P. 5)

AGES DE LA BARBARIE CAPITALISTE

capitaliste comme un tout et évacuer en particulier celle du "monde libre" occidental d'aujourd'hui, tout en chargeant "l'autre camp" (celui de l'Est), qui serait "quelque part" assimilable au fascisme d'antan...

En introduction à l'excellente brochure de la Gauche communiste d'Italie ("Auschwitz ou le grand alibi"), le PCI apportait la position du mouvement ouvrier : "... Si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodiles. L'hypocrisie démocratique a d'ailleurs une autre face, encore plus répugnante si possible : elle ne s'indigne que des massacres et "crimes de guerre" perpétrés par l'autre. Les Alliés couvrent de l'indignation devant les chambres à gaz, les massacres de Dresde-Hambourg qui ont fait des centaines de milliers de morts en une seule nuit de bombardement "classique" et les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki qui ont exterminé des centaines de milliers d'innocents en quelques secondes. Il est impossible de dresser ici le bilan terrifiant des massacres commis par la démocratie bourgeoise parmi les masses exploitées et opprimées du monde entier".

QU'EST-CE QUE LE FASCISME?

Aujourd'hui la bourgeoisie, comme l'un des ses représentants patentés Lajoinie dans son minable débat avec son homologue Le Pen, crie au danger de "résurgence du fascisme". Il s'agit dans ce cas d'un mythe vague et chargé d'horreurs destiné à légitimer la condamnation hystérique de tout ce qui remet en cause le système d'exploitation - non pas la fanfreluche Le Pen-, mais évidemment le prolétariat révolutionnaire.

Du coup le sinistre Pasqua déclare envisager une loi réprimant "la remise en cause des vérités historiques"; mais de quelle classe?

Ce chiffon idéologique du fascisme, usé à tort et à travers, n'a rien à voir avec ce que les révolutionnaires et des millions d'ouvriers ont confronté dans les années d'avant-guerre en Europe.

Comme le stalinisme, le fascisme est une des idéologies de la contre-révolution. Bordiga l'a très bien défini lors de son rapport au 5ème Congrès de l'IC, après avoir expliqué que sa genèse résidait dans l'Etat, la grande bourgeoisie et les classes moyennes, il précisait : "Le fascisme n'est pas une tendance de la droite bourgeoise (...) il incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis; c'est pourquoi il ne lui est nullement nécessaire et indispensable de remplacer les institutions démocratiques par d'autres. Pour nous, marxistes, cette circonstance n'a rien de paradoxal, parce que nous savons que le système démocratique ne représente rien de plus qu'une somme de garanties men-

songères derrière laquelle se dissimule la lutte réelle de la classe dominante contre le prolétariat" (1924).

Les partis démocratiques bourgeois "ne sont pas substantiellement différents" des partis fascistes. Le fascisme n'est possible comme roue de secours du capitalisme qu'une fois le prolétariat maté. Il germe certes en Allemagne des premiers corps francs assassins de milliers d'ouvriers révolutionnaires allemands et comme conséquence de l'humiliant Traité de Versailles, mais c'est bien dans la République Démocratique de Weimar qu'il prend son essor. Les chefs de cette République ne sont autres que les bourreaux "démocratiques" du prolétariat allemand. Le fusilleur d'ouvriers Noske était le président de cette République. C'est dans ce cadre que les nazis ont accédé au pouvoir le plus parlementairement du monde, tout comme en Italie Mussolini n'a pas dissous le Parlement.

Enfin, détruisons un autre mythe concernant le fascisme - il est souvent présenté par la gauche de la bourgeoisie comme "exacerbation du nationalisme"; certes, il l'est, mais pas plus que l'"anti-fascisme" défendu par cette même gauche. A la fin des années trente, l'"anti-fascisme" désigne "le fascisme" comme principal ennemi dans le sinistre concert d'une union d'esbrouffe entre exploiters et exploités pour mieux embrigader les prolétaires dans le deuxième carnage du siècle.

DEFENDRE LE REGIME D'EXPLOITATION DEMOCRATIQUE SIGNIFIE ADHERER A LA PREPARATION D'UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

Et en effet d'une guerre à l'autre, la bourgeoisie utilise sa même logique... anti-fasciste, c'est toujours "la faute à l'autre". Qu'y a-t-il derrière l'équation Abdallah-Barbie, ou l'équation librairie d'extrême-droite-Téhéran? Qu'y a-t-il derrière l'anathème lancé à l'encontre des frascos de Le Pen?

Il y a d'abord des repoussoirs pour justifier la remise au pas de l'Iran dans le bloc occidental, mais en même temps un acharnement à concocter un esprit "d'union nationale démocratique" selon les termes du curé Decourtray pour une acceptation des massacres qui se préparent. Parallèlement à l'accusation de "fascisme" pour les ayatollahs, l'accusation "d'antisémitisme" généralement attribuée à l'URSS est une composante de la préparation idéologique à la dénonciation du bloc de l'Est capitaliste qui est gratifiée régulièrement en plus de la palme de l'absence de liberté.

C'est au nom de telles mystifications "anti-fascistes" par la soumission aux solutions va-t-en guerre de sa propre bourgeoisie que deux générations avant nous ont été envoyées au massacre mondial fratricide.

Damien.

ITALIE

LA PRISE EN MAIN DES LUTTES PAR LES OUVRIERS EUX-MEMES, UN MOMENT ESSENTIEL VERS LEUR UNIFICATION

■ Depuis le début de l'année, c'est dans un très grand nombre de secteurs que la classe ouvrière en Italie a manifesté sa colère contre les attaques massives qui, en Italie comme dans tous les autres pays, sont portées contre l'ensemble de la classe ouvrière. De janvier à juin, on a vu se développer tout un foisonnement de grèves, manifestations, assemblées, apparition de comités de lutte, touchant de façon quasi-simultanée : les enseignants, les chemin de fer, les ports, les banques, la télévision, les employés municipaux, l'industrie automobile. Les raisons de la colère étaient partout les mêmes : les salaires en baisse constante dans tous les secteurs, la réduction des prestations sociales, les nouvelles lois introduites par l'Etat sur "l'aménagement" de l'exploitation ("flexibilité", "mobilité de l'emploi"), les licenciements et suppressions d'emplois en masse (15000 dans la métallurgie, 8000 à Fiat-Alfa, 20000 dans les chemins de fer). Et partout, l'étincelle qui a mis le feu aux poudres a été la signature par les syndicats de "conventions collectives" crapuleuses par lesquelles ceux-ci essayaient de faire passer le renforcement de toutes les mesures anti-ouvrières.

LES OUVRIERS S'OPPOSENT AUX SYNDICATS ET CHERCHENT A S'ORGANISER EN DEHORS ET CONTRE EUX

Plus encore que dans les autres pays, la méfiance des ouvriers en Italie vis-à-vis des syndicats est énorme. Ce n'est pas par hasard. Elle est le résultat des années durant lesquelles PC et CGIL (équivalent de la CGT) ont participé ouvertement à la mise en place de l'austérité. Cette année, cette méfiance a éclaté au grand jour, se muant en une hostilité ouverte et légitime, en une conviction parmi une masse croissante de travailleurs, que non seulement les syndicats ne sont pas du côté des ouvriers, mais qu'ils sont contre eux, au même titre que le gouvernement et les patrons. C'est ce qu'ont exprimé massivement les travailleurs de la chimie, de la métallurgie, et d'Alfa-Sud en rejetant à une énorme majorité les accords signés par les syndicats. L'hostilité vis-à-vis d'eux était telle que dans de nombreux cas, les syndicats n'osaient plus se présenter devant les assemblées. C'est ce qui est exprimé encore plus clairement lors de la manifestation des enseignants à Rome au mois de mai, rassemblant 40 000 ouvriers aux cris de "Non à Falcucci (ministre de l'éducation), non aux syndicats". C'est avec cette conscience aiguë que les syndicats sont dell'autre côté de la barricade, que les ouvriers en Italie ont été poussés, comme lors de la grève de la SNCF en France, à prendre l'initiative de la lutte et à chercher à en conserver le contrôle jusqu'au bout, en dehors et contre les manœuvres syndicales.

Déjà dans les chemins de fer, cette tendance s'exprime clairement avec le démarrage spontané de la lutte alors que l'accord que les syndicats s'approprient à signer n'est encore qu'une rumeur, et l'apparition d'assemblées provinciales de coordinations (à Naples, Florence, Milan) convoquées hors du cadre syndical. Mais c'est surtout dans le secteur de l'école que cette volonté de prise en main de la lutte et la capacité à déjouer les manœuvres de la bourgeoisie contre cette prise en main va aller le plus loin. Parti de la région de Rome à l'initiative des ouvriers eux-mêmes qui s'organisent immédiate-

ment en "comités de base" dans 120 écoles, ce mouvement va huit mois durant ne cesser de s'étendre, d'école en école, de ville en ville, de région en région, dépassant les divisions entre catégories et finissant par rassembler hors du cadre syndical jusqu'à 200 000 travailleurs.

Dans ce mouvement, la classe ouvrière en Italie a fait ainsi la preuve qu'il est possible non seulement de prendre l'initiative de la lutte en dehors des syndicats, mais qu'elle soit conduite de bout en bout par les ouvriers eux-mêmes. La lutte dans les écoles a apporté une expérience irremplaçable sur la possibilité d'organiser, de centraliser la lutte, sous le contrôle permanent des assemblées de base, et ce, à l'échelle de tout un pays : chaque comité de base de chaque école nommait en son sein des comités élus et révocables qui participaient à l'instance supérieure, l'assemblée de la ville et de la province (ouverte à tous, mais dans laquelle seuls les délégués votaient), celle-ci nommant à son tour des délégués pour l'assemblée nationale.

LES PIEGES DU SYNDICALISME DE BASE

Evidemment, face à une telle situation, la bourgeoisie n'est pas restée inactive. Parce que le discrédit qui pèse sur les syndicats n'est pas une chose nouvelle, il y a déjà belle lurette que la bourgeoisie italienne a commencé à développer à grande échelle toute une panoplie de syndicalisme de base dont les différentes tendances vont se partager le travail pour tenter de saboter le mouvement de l'intérieur :

- en s'efforçant de permettre aux syndicats de se réintroduire dans le mouvement, en donnant comme objectif aux assemblées et organes de lutte dont se sont dotés les ouvriers, celui de "faire pression sur les syndicats pour les obliger à servir la lutte". Ce sera l'orientation des gauchistes de "Democrazia Proletaria" et cette politique va porter ses fruits en particulier dans la lutte des cheminots, malgré l'hostilité exprimée par ceux-ci contre cette orientation dans les premières assemblées. Dans ce secteur, on va voir les syndicats reprendre progressivement du poil de la bête et parvenir à revenir sur le devant de la scène en appelant à leur tour, à une série de "journées d'action" de 24 heures dans les chemins de fer et en reprenant à leur compte l'idée même de "coordinations" ;

- en essayant de détourner la dynamique de prise en main du combat vers un objectif totalement étranger à la lutte, celui de stabiliser, de formaliser les organes de lutte pour constituer un "nouveau syndicat" ;

- en s'efforçant surtout de maintenir la division entre les différents foyers de lutte et d'enfermer chacun d'eux dans le piège du corporatisme. Ainsi, dans le mouvement des enseignants, on les a vu polariser toute l'attention autour de "moyens d'actions" bien spécifiques au secteur (le "blocage des conseils de classe") et de revendications propres au secteur de l'école. Tout cela à un moment où chez les cheminots, les hospitaliers, à la télévision et dans une série d'autres secteurs se déroulaient des luttes importantes contre les mêmes attaques de fond du gouvernement, luttes qui étaient toutes con-

frontées aux mêmes questions : comment faire pour imposer un réel rapport de forces, comment être forts et unis face aux attaques massives de l'Etat ?

De plus, tout le partage du travail qui va se faire entre les différentes variantes du syndicalisme, va permettre à la bourgeoisie, en occupant au maximum tout le terrain de maintenir la division entre les différents foyers de lutte : ainsi, comme à la SNCF en France l'an dernier, c'est souvent sous le prétexte que dans les autres secteurs la lutte restait derrière les syndicats, que les syndicalistes de base entretenaient les préjugés corporatistes au sein de la lutte dans l'école.

LE BESOIN PRESSANT DE RECHERCHER LA SOLIDARITE ET D'UNIFIER LES LUTTES.

Le mouvement de l'école a eu un énorme écho parmi l'ensemble de la classe ouvrière en Italie, comparable à celui suscité par la grève des cheminots en France l'an dernier : l'une comme l'autre ont été un point de référence essentiel, démontrant clairement la possibilité de s'engager dans la lutte et de la prendre en mains malgré et contre les syndicats. Mais, comme pour la SNCF, la leçon fondamentale que les travailleurs doivent faire leur et qui conditionne leur capacité à aller plus loin est la suivante : oui, il est nécessaire et possible de prendre en nos mains propres l'organisation de la lutte, mais si celle-ci reste enfermée dans "son" secteur, "sa" catégorie, même avec la meilleure auto-organisation du monde, elle est vouée à la défaite. C'est à cette limite essentielle que s'est heurtée la lutte dans l'école en Italie et c'est la raison centrale pour laquelle, après 8 mois de lutte, malgré leur combativité, leur mobilisation massive, leur volonté de ne pas se laisser récupérer ni par les syndicats "classiques", ni par leurs acolytes "de base", les travailleurs de l'école n'ont pas réussi à ce jour à faire reculer la bourgeoisie.

Des signes importants de réponse à ce besoin de rechercher l'extension du combat et l'unité au-delà des limites du secteur ont pourtant vu le jour : ainsi la diffusion par un groupe d'enseignants d'un tract appelant à lutter ensemble à la manifestation nationale des cheminots à Rome, le fait également que de nombreuses assemblées de cheminots ou d'enseignants ont vu la participation active de travailleurs d'autres secteurs venus apporter leur solidarité, et plus encore l'adoption par l'assemblée provinciale de Rome au mois de juin d'une motion affirmant :

"...un secteur de travailleurs en lutte ne peut pas construire des rapports de force gagnants en restant isolé des autres travailleurs. Il est extrêmement nécessaire d'élargir notre lutte à d'autres catégories, notamment dans le secteur public..."

Ces événements, même s'ils n'ont pas réussi à déboucher sur un réel élargissement du mouvement, montrent déjà que la lutte en Italie a commencé à dépasser des limites importantes que n'avait pas su dépasser quelques mois auparavant celui de la SNCF en France, où le travail d'enfermement corporatiste du syndicalisme de base était parvenu à empêcher, tant la participation de travailleurs d'autres secteurs aux assemblées de cheminots, que la discussion de motions proposant d'étendre la lutte. (voir RI n°153).

Si, après 8 mois de lutte, les travailleurs de l'école commencent à se rendre compte que leur mouvement s'est engagé dans une impasse en restant enfermé sur lui-même, dans le même temps c'est de plus en plus dans d'autres secteurs de la classe ouvrière en Italie que ce besoin de rechercher la solidarité et l'unité dans la lutte commence à être le plus pleinement ressenti et pris en charge. Ainsi cet été, même si la période des congés s'est traduite par une inévitable dispersion, toute une ébullition s'est maintenue dans plusieurs secteurs, en particulier avec l'apparition de comités de lutte qui sont d'ores et déjà en train de tirer les premières leçons des luttes récentes : s'est tenue par exemple à Naples au mois de juin une assemblée de travailleurs de différents secteurs qui s'est donné pour but de discuter sur les moyens de mener la lutte ensemble, de façon unie, et qui s'est rendue au mois de juillet à une réunion de coordination des cheminots pour y défendre cette orientation.

L'écho du mouvement de l'école, le développement de comités de luttes, montrent que le prolétariat en Italie se prépare à reprendre le chemin de la lutte ouverte. A lui de faire sienne pour cela la leçon essentielle de la lutte des enseignants comme de celle de la SNCF : le premier besoin que les travailleurs doivent prendre en charge en ne comptant que sur eux-mêmes, c'est celui d'étendre le plus rapidement possible la lutte aux autres travailleurs touchés par les mêmes attaques, celui de chercher l'unité dans la lutte, dans les assemblées générales, les manifestations, entre les différents foyers de lutte, afin de créer le front le plus large et le plus massif, au-delà des divisions par secteur ou corporation, seul capable de faire reculer les attaques incessantes et massives de la bourgeoisie. C'est dans cette bataille pour l'unification des combats ouvriers que les ouvriers en Italie, après ceux de Belgique, de France, d'Espagne, sont désormais engagés.

PE

REUNIONS PUBLIQUES

theme : "OCTOBRE 1917 : LE PREMIER PAS DE LA
REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE"

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 23 octobre à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

GRENOBLE :

Réunion publique le 13 novembre à 18h30, 6, rue Hector-Berlioz.

LILLE :

Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 23 octobre à 21h à Majo, impasse Métal. Villeurbanne, métro République.
Permanence le 10 novembre à 18h, au café "La Brioche 6, rue de la Barre. 2è. Métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 18 octobre à partir de 11h30

MARSEILLE :

Réunion publique le 6 novembre à 21h au 205 rue Sainte-Cécile -13005-
Permanence le 14 octobre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar" 4, cours Joseph-Thierry -13000-
Vente de la presse le 7 novembre de 11h à 12h au marché de la Plaine.

NANTES :

Réunion publique le 17 octobre à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier.
Permanence le 9.10 à 20h30 à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 10.10 de 10h30 à 11h 30.

PARIS :

Réunion publique le 17 octobre à 17h au 27 avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.

TOULOUSE :

Réunion publique le 23 octobre à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles.
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente de la presse les 2è et 4è dimanches du mois de 11h à 12h30, au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2è dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Puces, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 31 octobre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse au marché de St Pierre-des-Corps, place de la Mairie, tous les 2è samedis du mois de 10h à 11h.

ESPAGNE

LA CLASSE OUVRIERE
NE DESARME PAS

■ Dans les numéros 155 à 158 de RI nous avons amplement rendu compte de la gigantesque vague de luttes qui a embrasé toute l'Espagne au printemps dernier et qui plaçait ce pays en première ligne de tous les combats de classe surgis depuis le début de l'année en Europe occidentale : luttes massives impliquant des centaines de milliers d'ouvriers de tous les secteurs et de toutes les régions simultanément, multiples manifestations de solidarité active en vue d'élargir la lutte, tendance des ouvriers à déborder l'encadrement syndical et à prendre eux-mêmes leur lutte en main, nombreuses manifestations de rue traduisant une volonté de se regrouper en un seul front de lutte massif et uni contre les attaques du gouvernement Gonzalez... Confrontée à un mouvement d'une telle ampleur, on a vu la bourgeoisie espagnole user de toutes sortes de manoeuvres pour tenter de briser la combativité ouvrière : radicalisation des syndicats officiels et déploiement du syndicalisme de base sur le terrain, envoi des forces de l'ordre contre les secteurs les plus combatifs (Puerto Real, Reinosa...), utilisation des attentats terroristes (tel celui de l'ETA militaire dans un supermarché de Barcelone en juin dernier) pour tenter d'intimider les ouvriers... La bourgeoisie espérait ainsi pouvoir tenir jusqu'à l'été et mettre à profit cette période de dispersion des ouvriers pour désamorcer leur combativité.

Cependant, malgré un certain ralentissement de la lutte de classe au cours de cette période estivale qui a permis à la bourgeoisie d'accentuer encore ses attaques (en particulier avec l'annonce de nouveaux plans de licenciements), la classe ouvrière, loin de céder à la démoralisation, a maintenu un certain niveau de mobilisation comme en témoignent les multiples foyers de luttes qui ont surgi ou se sont encore développés en juillet-août dans de nombreux secteurs : les mines des Asturies, chez les dockers des Canaries, les contrôleurs aériens et les ouvriers de l'électronique à Barcelone, dans les conserveries de Villagarcía de Arosa en Galice, dans les chantiers de Cortes (centrale électrique) à Valence, les usines de papier de Salamanca, les mines de cuivre de Rio Tinto, chez les chômeurs de Bilbao...

Toutes ces luttes ont montré non seulement que la période estivale n'a nullement altéré la combativité de la classe ouvrière mais que celle-ci a été capable d'intégrer dans ces derniers combats les principaux enseignements du mouvement de ce printemps.

LA NECESSITE DE BRISER LE CARCAN SYNDICAL
POUR ELARGIR LA LUTTE

Au tout début du mouvement qui s'est développé de février à mai, nous avons vu que malgré la simultanéité des combats dans tout le pays, la classe ouvrière en Espagne s'était heurtée à une difficulté majeure : celle de la dispersion, de l'éparpillement des multiples foyers de lutte, éparpillement dont les forces d'encadrement bourgeoises ont été les principaux maîtres d'oeuvre. Nous avons vu, par la suite, que plus les manoeuvres syndicales de sabotage du mouvement se multipliaient, plus le mécontentement et la combativité ouvrière s'exacerbaient, plus le besoin de regrouper leurs forces

disséminées avait conduit les ouvriers à s'affronter ouvertement aux syndicats. Les luttes de cet été montrent que la classe ouvrière en Espagne a été capable de faire fructifier toute cette expérience accumulée au cours des luttes du printemps.

En effet, en de nombreux endroits, on a vu se développer des mouvements de solidarité active en vue d'élargir la lutte. Ce fut le cas non seulement à Rio Tinto, mais aussi dans les usines de carton où les ouvriers ont organisé plusieurs manifestations en solidarité avec les ouvriers d'une usine voisine en grève depuis quarante-cinq jours. De même en Andalousie où les camionneurs se sont joints aux piquets de grève des ouvriers agricoles de Jerez. Et face à ce besoin croissant d'élargir la lutte, les ouvriers ne se sont pas contentés de rejeter les consignes syndicales pour entrer spontanément en lutte comme ce fut le cas chez les contrôleurs aériens de Barcelone. Ils ont partout tenté d'y apporter leur propre alternative en prenant eux-mêmes en charge la direction de leur combat. Ainsi dans le port de Vigo aux Canaries, les dockers ont formé un collectif en marge des syndicats et ont envoyé une délégation rejoindre une manifestation des ouvrières du textile à Redondela (localité voisine de Vigo).

Mais de toutes les luttes qui ont surgi cet été en Espagne, celle des chômeurs de Bilbao est sans doute la plus significative dans la mesure où toutes les assemblées de chômeurs de cette énorme concentration ouvrière sont restées mobilisées en permanence depuis le mois d'avril et ont continué à développer les manifestations de solidarité avec les ouvriers "actifs" eux-mêmes menacés par les licenciements.

Face à cette tendance de la classe ouvrière à s'organiser de façon autonome pour élargir le front de lutte, la bourgeoisie n'est pas restée passive. C'est ainsi qu'à Bilbao ses forces d'encadrement les plus "radicales" -gauchistes et syndicalistes de base- se sont immédiatement mobilisées pour tenter de contrer toute tentative d'unification des chômeurs en lutte. On les a vu en effet prendre les devants du mouvement d'abord en proclamant une Coordination des Assemblées de Chômeurs puis en "appelant" de façon prématurée à une réunion nationale de celle-ci à laquelle, de toute façon, les chômeurs ne pouvaient se rendre dans la mesure où la plupart des assemblées locales n'en avaient même pas été informées.

Ainsi, la situation en Espagne montre que face à la tendance croissante de la classe ouvrière à s'affirmer, à tirer rapidement les leçons de ses expériences, la bourgeoisie déploie et va déployer de plus en plus ses pièges les plus pernicieux, ceux du syndicalisme "radical". En Espagne, comme dans tous les pays d'Europe occidentale, ce sont ces obstacles que la classe ouvrière sera nécessairement amenée à affronter dans les luttes à venir.

26.09.87
AVRIL

TCHAD (SUITE DE LA P. 6)

cords sans traîner, aujourd'hui le principal destinataire de l'avertissement, reste encore une fois l'Iran qui doit coûte que coûte réintégrer les rangs. En prenant position ouvertement pour l'Irak, la Libye rejoint la position de tous les autres pays arabes et isole encore plus l'Iran et le rend donc plus vulnérable aux assauts des USA. En arrière-plan de cette offensive d'ensemble du bloc occidental, dont l'objectif principal reste l'Iran, c'est bien le bloc de l'Est qui est visé. Elle participe de la stratégie d'encercllement de l'URSS (cf. article ci-dessus). L'enjeu est de taille et le bloc occidental, celui de la "démocratie" et de la "civilisation", dévoile son vrai visage qui n'a rien à envier à la terreur étatique du bloc de l'Est.

SK

FRANCE:
MANOEUVRES SYNDICALES

(SUITE DE LA P. 3)

La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire. Elle ne se trouvera jamais placée sur une voie royale dans le chemin du développement de ses luttes. Elle trouvera toujours toutes sortes d'obstacles et de pièges dressés par la bourgeoisie contre laquelle elle a engagé le combat. Elle n'a pas le choix. Elle ne peut pas faire l'économie de la lutte. Pour repartir résolument au combat, elle doit surmonter la défaite à la SNCF en tirant pleinement les leçons de cette expérience. Elle doit reprendre confiance dans les moyens qu'elle a, pleins et entiers, de riposter efficacement par elle-même. Dans ce rapport de force, elle doit non seulement prendre pleinement conscience que les syndicats sont toujours dans le camp de l'ennemi, mais savoir que pour pouvoir déjouer leurs pièges, elle est inévitablement amenée à se confronter directement à eux.

YD

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que tous les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

- MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.
- MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université.
- MONTRouGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux.
- NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaurès.

- NICE : "Le Temps de Vivre", 50, boulevard de la Madeleine.
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance.

- PARIS : . "L'herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (75015)
. "Parallèles", 47, rue St-Honoré (75008)
- PAU : "L'Étincelle", 41, rue Maréchal-Joffre.
- ROUEN : "L'Armitière", 5, rue Basnage.
- TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard.

.FNAC, 1 bis, place Occitane.
.Centre Commercial Reynerie.
."Privat", rue des Arts.
."Les Arcades", place du Capitole.

- METZ : "Librairie Geronimo" 31, rue du Pont-des-Morts.

- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3, rue de L'Ente.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50 F (à le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

D. (Rouen) : 200 F ;
Paris (RP du 19.9) : 130 F.
Nantes (RP du 19.9.) : Egan : 20F ; Gen. : 30F ;
Al : 100F ; Dewey : 100F.
Tours (RP du 29.8) : PB : 30F ; Mallersa : 8F ;
Pépé : 10F ; Egan : 10F ; Pa.B : 10F.
TOTAL : 648F
TOTAL GENERAL : 4667,50F

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

GOLFE PERSIQUE

LA GUERRE PREPARE LA GUERRE

■ La présence dans le Golfe Persique de forces militaires de la Belgique, de l'Italie, de la Hollande, après la Grande-Bretagne, la France et les USA, montre, s'il en était besoin, l'accélération de l'offensive du bloc américain contre l'Iran, avec l'intervention directe de tous les alliés occidentaux. Ce sont à présent quelque 250 bâtiments de guerre, avec plusieurs dizaines de milliers d'hommes à leur bord, qui croisent dans cette zone stratégique névralgique du Moyen-Orient, constamment surveillés par une couverture aérienne sans précédent. Et contrairement aux mensonges distillés par la propagande officielle sur les missions de "paix", de "surveillance", de "démontage" de cette armada, cette mobilisation militaire est bel et bien prête à entrer en action à tout moment, et à participer pleinement aux abominables massacres qui dévastent cette région du monde. L'attaque d'un navire iranien par l'armée américaine fin septembre n'a été que le premier acte d'une participation générale à la curée impérialiste.

L'Irak multiplie les bombardements des villes en Iran avec la bénédiction de tous, l'armée israélienne bombarde les bases iraniennes au Liban, les Etats Arabes, le Koweït et l'Arabie Saoudite accentuent leurs menaces contre le régime de Téhéran. L'ampleur de l'engagement militaire des pays les plus industrialisés, décidés à reprendre l'Iran sous le contrôle de la stratégie militaire américaine, est à la mesure de la discrétion et de la dédramatisation qui règnent actuellement officiellement et dans les médias sur le niveau réel de cet engagement.

Lorsqu'on sait que le seul bombardement d'une base lybienne par le Tchad aidé par la France fait 1700 morts (cf. article ci-dessous) on peut savoir quel est le sinistre carnage auquel sont soumis soldats et populations civiles dans la zone de cette guerre Irak-Iran qui a déjà tué plus d'un million d'hommes!

TOUT CECI MONTRE LE PAS SUPPLEMENTAIRE DANS LA BARBARIE QU'EST EN TRAIN DE FRANCHIR LE CAPITALISME MONDIAL AUJOURD'HUI, pays les plus "puissants" et les plus "démocratiques" au premier rang! En effet, jamais depuis la deuxième guerre mondiale une telle puissance de feu concertée entre autant de pays n'avait été mobilisée, pas même pendant la guerre de Corée au début des années 50 ou celle du Viet Nam à la fin des années 60 et au début des années 70. Après avoir alimenté la guerre pendant sept ans, tout en continuant à le faire en accroissant les fournitures d'armes à tous les belligérants de la région, les grandes puissances, USA et France en tête, déploient de plus en plus leurs propres armées, soi-disant pour imposer la "paix"!

OBJECTIF : L'ENCERCLEMENT DE L'URSS

Nous avons déjà largement expliqué dans le numéro précédent de ce journal quels sont les véritables tenants et aboutissants de ces événements : L'AFFRONTEMENT EST-OUEST, l'offensive du bloc impérialiste le plus puissant, le bloc américain, contre son rival, le bloc impérialiste russe. L'escalade meurtrière dans laquelle sont engagées les armées au Moyen-Orient, c'est celle de la guerre impérialiste généralisée, la fuite en avant d'un système d'exploitation et de profit pris à la gorge par

la crise, vers la confrontation armée entre les deux grands blocs issus du repartage qui s'est opéré à la fin de la seconde guerre mondiale.

Que le principal foyer actuel de l'affrontement flambe entre pays appartenant à la même zone d'influence ne change rien à l'affaire. La reprise en main de l'Iran, dont le gouvernement actuel n'est pas suffisamment sûr pour permettre le renforcement du dispositif militaire des USA et de leurs alliés, même si l'Iran est toujours resté dans l'orbite occidentale, n'est qu'une étape dans une stratégie globale visant l'encerclement de l'URSS. LA GUERRE SE PREPARE PAR LA GUERRE. L'Occident comptait bien ces dernières années remettre au pas l'Iran en lançant l'Irak contre le "régime des mollahs" et en même temps se servir du conflit comme champ d'expérimentation en grandeur réelle des moyens les plus sophistiqués de meurtre systématique que produit le capitalisme décadent. Si le second objectif a été largement atteint au prix de millions de victimes sacrifiées sur l'autel des tests des "armements modernes", le premier, la mise au pas de l'Iran, ne l'a pas encore été. Aussi, aujourd'hui, les pays industrialisés se mettent directement de la partie. Que l'objectif ne soit pas en soi l'Iran, c'est évident lorsqu'on considère la disproportion des moyens militaires mis en oeuvre par les pays industrialisés face à l'armée iranienne. Que l'objectif ne soit pas en soi l'Iran, la bourgeoisie soviétique ne s'y trompe pas qui parle ouvertement de "la possibilité d'une explosion guerrière".

Il n'y a aucune possibilité de "paix", d'apaisement des massacres, par la présence militaire directe des grandes puissances.

Au contraire la récupération de l'Iran comme carte importante du dispositif stratégique-militaire du bloc occidental, le renforcement de celui-ci qu'elle implique au détriment du bloc russe ne peut aboutir qu'à un niveau de tensions plus élevées entre l'Est et l'Ouest entraînant l'entrée en course de plus en plus d'engins de mort, de plus en plus de pays.

PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

La seule "paix" que le capitalisme peut offrir, c'est la paix des cimetières! Le seul moyen d'arrêter cette machine infernale, DES DEUX COTES DU "RIDEAU DE FER", qui dépense des millions de fois plus pour détruire et tuer que pour construire et nourrir, c'est de détruire les rapports de production capitaliste qui régissent la "vie sociale" dans tous les pays. Aujourd'hui, la classe dominante franchit un pas de plus dans la guerre et la barbarie en même temps que se profile une RECESSION comme jamais l'économie capitaliste n'en a connue de toute son histoire. La guerre bourgeoise est l'aboutissement forcé de la crise. Si les armées ne peuvent pas encore en découdre sur le champ de bataille ultime que constitue l'Europe, c'est néanmoins ce à quoi elles se préparent, comme en témoignent fin septembre, les énormes manoeuvres de 70 000 soldats allemands et français qui simulent une riposte à une invasion russe de l'Allemagne, tout comme le montrent les pourparlers autour d'un soi-disant "désarmement" des missiles de moyenne portée en Europe, qui cachent en réalité un

renforcement et une modernisation de la mobilisation militaire et de l'armement dans ces régions!

Cependant, l'Europe n'est pas le Moyen-Orient. Dans les pays en guerre aujourd'hui, les prolétaires, ceux qui ne se laissent pas mystifier par l'idéologie nationaliste des discours "islamistes" (moyennâgeux ou "modernes"), "sionistes", "palestiniens", "kurdes", etc, peuvent tenter de multiplier désertions, mutineries, manifestations, propagande anti-guerre et pour la fraternisation. Cependant, leur isolement face aux commandos fanatisés à la solde de la bourgeoisie, qui embrigadent de force, le fusil dans le dos, toute la jeunesse et mènent une répression impitoyable, et l'épuisement dû à la guerre, rendent terriblement difficile toute opposition ouverte à une guerre voulue non seulement par les gouvernants "déments" de ces pays, mais surtout par les "sages" grandes puissances!

Dans les pays industrialisés, aux USA, en Europe de l'Ouest en particulier, la classe ouvrière est importante, concentrée, expérimentée. Elle mène depuis plusieurs années des luttes répétées contre l'exploitation capitaliste, contre l'érosion inexorable et le laminage tous azimuts de toutes les conditions d'existence. Cette combativité a empêché jusqu'à présent la bourgeoisie des grands pays capitalistes de déployer plus avant ses velléités guerrières. Qui plus est, il existe dans cette classe ouvrière la conscience de ce qu'est la guerre capitaliste, par la mémoire collective vivace en Europe de la tragique expérience de la guerre mondiale, à deux reprises, puis des guerres de "libération nationale" : en France la guerre d'Indochine, puis la guerre d'Algérie; aux USA, un fort sentiment anti-guerre depuis la guerre du Vietnam, que la bourgeoisie n'est pas parvenue à effacer malgré les discours belliqueux d'un Reagan. L'administration US doit prendre des précautions chaque fois que l'armée américaine est impliquée directement dans des opérations.

DANS LES PAYS DEVELOPPES, LA BOURGEOISIE N'A PAS LES MAINS LIBRES pour développer l'énorme effort de mobilisation de la classe ouvrière que nécessite la guerre généralisée, du fait des luttes que mène le prolétariat sur le terrain des revendications économiques, mais aussi parce qu'elle n'a pas pu développer jusqu'à présent des thèmes idéologiques pouvant rallier le prolétariat et l'amener à sacrifier sa vie pour les intérêts du capital.

Les travailleurs en Europe, dans les pays industrialisés dans tous les pays, ne doivent avoir aucune illusion. La guerre n'est pas "lointaine". Elle implique déjà de nombreux soldats du contingent de plusieurs pays. Le sort qui a été réservé aux soldats iraniens et irakiens qui s'entretenaient aujourd'hui, c'est celui que réserve la barbarie du capitalisme à la classe ouvrière si elle est défaite et divisée. Toute guerre est un affaiblissement pour le prolétariat : elle signifie qu'une fraction de la classe, aussi faible soit-elle, est défaite, épuisée, anéantie. LA RESISTANCE A L'EXPLOITATION ACCRUE ET AUX ATTAQUES CONTIENT LA LUTTE CONTRE L'ADHESION AUX INTERETS CAPITALISTES, CONTRE L'EMBRIGADEMENT MILITAIRE. LA CLASSE OUVRIERE DOIT EN ETRE CONSCIENTE ET LES OUVRIERS DES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES COMPRENDRE QU'ILS SONT LES FRACTIONS DU PROLETARIAT MONDIAL QUI DETIENNENT LA CLE DE LA SITUATION HISTORIQUE ACTUELLE, DE SON ENJEU : GUERRE OU REVOLUTION.

25-9-87, M.G.

TCHAD

LA FRANCE EN PREMIERE LIGNE SUR LE FRONT DES MASSACRES

Les derniers événements au Tchad font partie intégrante de l'offensive militaire générale à laquelle se livre le bloc US en Méditerranée et au Moyen-Orient. Dans cette mobilisation guerrière de toutes les grandes puissances, le capital français se trouve en première ligne. En Méditerranée et en Afrique, il joue son traditionnel rôle de gendarme sanguinaire en participant en direct à la guerre contre la Libye. Au Tchad, il occupe le devant de la scène par une action d'éclat : le 7 septembre, l'armée française a abattu un bombardier libyen au-dessus de N'Djamena. Il nous faut remonter à la fin de la seconde guerre mondiale, en 1945, pour trouver fait semblable. La France est en guerre ouverte et c'est la seule perspective que porte en lui le capital mondial agonisant.

A entendre les hommes politiques, de droite ou de gauche, dans un concert à l'unanimité touchante où les quelques dissonances ponctuelles ne servent qu'à fournir un habit "démocratique" à la plus abjecte politique impérialiste, la présence militaire française au Tchad serait là pour sauvegarder la population civile. Quelle sollicitude ! Quelle abnégation ! Ecoutons le ministre de la Défense, André Giraud : les "objectifs bien déterminés de notre présence au Tchad, consistent à assurer une certaine protection des populations civiles...".

L'HYPOCRISIE DES BOUCHERS

Il ment comme mentent tous les autres. En fait de protection, on sait que dans chacun de ces conflits armés, plus de 80 % des victimes sont des civils offerts à leurs appétits vampiriques jamais rassasiés. Ils mentent pour mieux cacher l'enfer quotidien d'une population qui cherche désespérément son salut en fuyant les zones de combat.

Ils mentent lorsqu'ils disent que le gouvernement français n'est pas dans le coup. Hissène Habré, qui a réouvert les hostilités le 9 août par la prise d'Aozou, en continuité de la reconquête du nord du Tchad entreprise depuis le mois de janvier 87, agirait de sa propre initiative, ferait cavalier seul. Ainsi Mitterrand déclarait au lendemain de cette attaque : "l'action que vient d'entre-

prendre le président Hissène Habré dans cette zone n'engage que lui-même et les forces de son pays". Quand, en représailles, l'armée lybienne, après avoir déversé des bombes à fragmentation, au napalm, des roquettes sur de nombreuses localités, a repris Aozou, la riposte ne s'est pas faite attendre. Et pour la première fois, les troupes tchadiennes pénétraient en territoire libyen et anéantissaient la base militaire de Maaten-es-Sara, opération qui à elle seule a fait la bagatelle de 1 800 morts dans les deux camps. Entre-temps le gouvernement français d'une seule voix avait fait savoir que le 16ème parallèle ne constituait plus une limite à son intervention militaire et son ministre de la Défense sans peur du ridicule affirmait à propos du raid tchadien que la France "n'en avait d'ailleurs pas été informée."

A les entendre, si les troupes françaises aujourd'hui se retrouvent en première ligne, c'est bien malgré eux. C'est parce que Hissène Habré n'a pas voulu écouter les conseils de prudence prodigués avec tant de générosité par le gouvernement français. A les entendre, si la France est en guerre, c'est bien malgré elle. Du point de vue strictement militaire, l'offensive "tchadienne" contre la Libye était impossible sans la participation de l'appareil militaire français sur place (les armes de l'"armée tchadienne" sont fournies et placées sous contrôle direct de l'armée française. L'encadrement même de l'armée est contrôlé par celle-ci). Les opérations militaires passées : Tacaud en 78, Manta en 84 ou encore le dispositif Epervier en 86, illustrent l'importance de la présence militaire française sur le terrain. Pas plus aujourd'hui qu'hier, le capital français n'est étranger aux menées guerrières exercées sur la Libye. Aucune action militaire au Tchad par le bloc US ne peut être engagée sans l'aval, sans la participation active de la France et l'accord du Pentagone.

LE CHIEN DE GARDE DE L'AFRIQUE

Ce rôle de défense des intérêts du bloc occidental, ce n'est pas seulement au Tchad ou dans son ancien empire colonial que la France le joue, c'est dans toute l'Afri-

que. Dans le partage des tâches au sein du bloc américain, on assigne à la France le rôle de chien de garde. C'est essentiellement elle qui dépêche sur le terrain des corps expéditionnaires entraînés à semer la terreur soutenus par une logistique occidentale particulièrement efficace. Qu'on se rappelle au Zaïre en 78, où les commandos de choc franco-belges ont mené une intervention militaire musclée, soutenus dans cette "croisade humanitaire" par l'aviation américaine et le matériel anglais. Dans cette collaboration sans faille des brigands occidentaux, chacun peaufine sa sale besogne. Cette politique bien huilée est utilisée systématiquement dans chaque conflit, lorsqu'une fraction de la bourgeoisie locale ne montre pas assez d'empressement pour se soumettre aux diktats du bloc. C'est grâce à cette discipline de fer et de sang qui est imposée à tous les "alliés", que le bloc US a pu dépouiller le bloc de l'Est de quasiment toutes les positions dont il disposait en Afrique.

METTRE AU PAS LA BOURGEOISIE LIBYENNE POUR MIEUX AGIR DANS LE GOLFE PERSIQUE

Dans cette offensive franco-américano-tchadienne contre la Libye, organisée très certainement lors de la visite en juillet d'Hissène Habré à New-York puis à Paris, c'est un avertissement très sérieux qui est donné à Kadhafi. Déjà le bombardement américain en avril 86 de Tripoli et Benghazi ainsi que des principales bases militaires libyennes participait de cette même volonté de balayer ses velléités d'indépendance et ses flirts avec l'URSS. Aujourd'hui la pression se renforce, c'est encore plus directement la situation dans le Golfe qui est en jeu. Cette offensive déterminée du bloc américain en direction de l'Iran ne peut souffrir de la défection d'aucun des "alliés". La leçon semble avoir été entendue du côté de la bourgeoisie libyenne : après avoir soutenu l'Iran dans le conflit avec l'Irak, voilà qu'au lendemain de l'attaque de Maaten-es-Sara, le colonel Kadhafi change son fusil d'épaule et veut rétablir des "relations fraternelles" avec l'Irak en proposant de réouvrir les ambassades. Ce faisant, il se devait de critiquer l'attitude de l'URSS, ce qu'il fit en critiquant sa politique dans le Golfe. Au-delà de l'avertissement envoyé à Kadhafi, c'est un avertissement adressé à tous les pays qui, aux yeux des USA, ne témoignent pas d'une assez grande fidélité. Ils ont su déjà le signifier clairement à la Syrie qui en échange du départ des militaires occidentaux du Liban en 84 se devait d'exécuter leurs ac-

(SUITE P. 5)

OCTOBRE 1917

(Suite de la page 8)

■ La révolution russe n'est pas une "révolution nationale" la dernière de la chaîne des révolutions nationales bourgeoises du 19ème siècle. Elle est la première révolution prolétarienne du 20ème siècle, le premier maillon de la longue chaîne des révolutions prolétariennes, qui doit s'achever par le triomphe de la révolution mondiale. Octobre 1917 a mis à l'ordre du jour la révolution mondiale. Elle est le résultat d'une longue série de combats révolutionnaires qui, de 1905 à 1907, firent trembler la bourgeoisie européenne, de Moscou à Varsovie, de Berlin à Vienne. Elle est le produit des premières luttes de résistance révolutionnaires à la guerre qui, dès 1916, s'étendirent en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie en Autriche. Octobre 17 a posé dans tous les pays la question de la révolution. Sans octobre 17, les révolutions en Allemagne et en Hongrie en 1918-19, sont incompréhensibles. La lumière de l'Octobre prolétarien a brillé sur tous les continents : de Seattle aux USA, à Buenos Aires, en 1919, le prolétariat du continent américain commença à suivre la voie de la révolution. Le prolétariat d'Asie, des émeutes ouvrières de Tokyo en 1919 jusqu'aux événements révolutionnaires de Chine en 1926-27, se mit lui aussi en branle. Même le continent africain, dans sa partie industrialisée, en Afrique du Sud vit briller la lumière d'Octobre, lorsque les mineurs, blancs et noirs, en 1922, se confrontèrent à la répression sanglante de l'Etat.

Le caractère mondial de la révolution d'octobre était parfaitement clair pour tous les révolutionnaires de l'époque et en particulier pour les bolcheviks. Face aux mencheviks et aux prétendus "grands théoriciens marxistes" comme Karl Kautsky (le principal porte-parole du courant centriste au sein de la 2ème Internationale) qui prétendent doctement que la révolution prolétarienne n'est pas possible en Russie du fait de l'arriération économique de ce pays, les révolutionnaires n'ont jamais considéré la révolution de 1917 autrement que comme le premier pas de la révolution mondiale. Et c'est même dans le choix du moment de l'insurrection que cette donnée est considérée comme déterminante par les bolcheviks. C'est ainsi que dans la résolution de leur comité central du 10 octobre appelant à la préparation de l'insurrection, le premier élément montrant la maturité de ces conditions est :

"la situation internationale de la révolution russe (la mutinerie de la flotte en Allemagne, manifestation extrême de la croissance de la révolution socialiste mondiale dans toute l'Europe...)".

(Lénine, Oeuvres, Tome 26 p.194)

Le fait que la révolution en Russie 17 n'ait de sens que comme moment de la révolution mondiale est justement l'élément décisif démontrant l'actualité de ses enseignements dans les combats présents et à venir du prolétariat mondial. Parmi ces éléments, il nous faut souligner particulièrement la nécessité pour la classe ouvrière :

-de prendre par les armes le pouvoir politique en détruisant la machine d'Etat capitaliste,
-d'instaurer sa propre dictature basée sur les conseils ouvriers ("soviets" en russe).

En effet, la Révolution d'octobre confirme pleinement au détriment de la vision réformiste d'une transformation graduelle de la société capitaliste vers le socialisme au sein des institutions bourgeoises et d'une conquête pacifique du pouvoir par les urnes, la vision marxiste de la conquête préalable du pouvoir politique par le prolétariat avant toute transformation économique et le caractère nécessairement violent, insurrectionnel et armé de cette conquête. Même si à Pétrograd, le renversement du gouvernement provisoire s'est fait pratiquement sans effusion de sang (ce qui ne fut pas le cas à Moscou où le prolétariat était moins puissant, moins préparé et moins bien dirigé) c'est par les armes que les soviets ont conquis le pouvoir en s'appuyant en premier lieu sur les détachements ouvriers armés de la garde rouge. De même les premières mesures du pouvoir des soviets (les décrets sur la paix, sur les terres et sur la formation d'un Conseil des commissaires du peuple) ne se donnaient pas pour but la transformation économique de la société vers le socialisme, mais le renforcement de ce pouvoir et son orientation vers l'élargissement de la révolution à tous les pays, condition préalable de la transformation socialiste.

Dans cette conquête du pouvoir, la révolution de 1917 a mis en évidence le rôle des conseils ouvriers non seulement comme organes du pouvoir ("la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat", comme disait Lénine) mais aussi comme lieu permanent de vie du prolétariat, de sa prise de conscience vers la révolution, de préparation et de direction de l'insurrection. En particulier, contrairement à beaucoup de légendes (notamment celles racontées par le courant bordiguiste), ce n'est pas le Parti bolchévique qui a, en son nom, conduit l'insurrection et pris le pouvoir en octobre 1917 (même si par la suite, les terribles épreuves de la guerre civile ont conduit à la concentration du pouvoir dans les mains du parti au détriment des soviets). Ceci n'enlève rien évidemment au rôle indispensable du parti dans la victoire de la révolution qui est aussi un des grands enseignements de 1917. Sans le Parti bolchévique donnant en avril 17 des perspectives claires au mouvement, freinant en juillet toute tentative d'insurrection prématurée, appelant énergiquement à celle-ci lorsque ses conditions étaient mûres, influençant directement son organe de direction (le comité militaire révolutionnaire), la révolution prolétarienne n'aurait pas eu lieu.

Tous les enseignements qu'on vient de voir restent entièrement valables pour les combats à venir du prolétariat mondial. Mais celui-ci ne pourra pas répéter octobre 17 tel qu'il s'est déroulé. En particulier, la révolution prolétarienne à venir ne pourra pas surgir de la guerre impérialiste comme ce fut le cas en 1917.

LES CONDITIONS DU SURGISSEMENT DE LA REVOLUTION

La révolution de 1917 est fille de la guerre impérialiste mondiale. Ce sont les souffrances intolérables occasionnées par la guerre qui provoquent le soulèvement de février 17. C'est la poursuite de la guerre par le gouvernement provisoire qui dresse contre lui les masses d'ouvriers et de soldats et conduit à son renversement en octobre. Mais, sur un plan plus général, la guerre impérialiste généralisée fait la démonstration que le capitalisme est entré dans sa phase de décadence mettant à l'ordre du jour de l'histoire son renversement par le prolétariat dans tous les pays. Et c'est justement le

caractère mondial de la guerre qui donne immédiatement à la révolution d'octobre sa dimension mondiale. Dans tous les pays, au même moment, la classe ouvrière souffre dans sa chair, directement ou indirectement de la barbarie guerrière et l'octobre rouge signifie aux ouvriers des principaux pays d'Europe et d'Amérique du nord qui s'entre-massacrent dans les tranchées que seule la révolution peut mettre fin à la boucherie impérialiste. C'est en particulier l'exemple que suit le prolétariat en Allemagne dont le soulèvement en 1918 conduit immédiatement à l'armistice du 11 novembre.

La révolution qui vient se développera dans des conditions totalement différentes. Du fait du surgissement historique des luttes ouvrières à la fin des années 60 comme réponse à la crise aiguë du capitalisme, la bourgeoisie ne peut à l'heure actuelle donner sa propre réponse à la crise: la généralisation mondiale des conflits impérialistes que celle-ci attise de plus en plus. Même si le développement des affrontements guerriers -comme ceux du Moyen-Orient aujourd'hui- va constituer un facteur de plus en plus puissant de prise de conscience de la nature barbare du capitalisme et de la nécessité de le détruire, c'est donc principalement en riposte aux attaques économiques de plus en plus brutales de celui-ci que la classe ouvrière développera ses luttes vers la Révolution. Le chemin qui y mène sera donc beaucoup plus long que lors de la première guerre mondiale du fait même que c'est progressivement que le capitalisme s'enfoncé dans la crise. Mais il sera aussi plus sûr puisque si la bourgeoisie pouvait couper les ailes de l'élan révolutionnaire en arrêtant la guerre mondiale, elle ne pourra pas arrêter le cours de la crise.

Le prolétariat ne pourra pas recommencer comme en 1917 : développer sa révolution face à la guerre mondiale. S'il laisse au capitalisme les mains libres pour déchaîner cette dernière, c'est la destruction de l'humanité qui nous attend. C'est donc aujourd'hui, dans les luttes qu'il mène dès à présent, que se joue le sort de la perspective révolutionnaire.

L'Octobre prolétarien est vivant. Il est vivant dans l'exemple qu'il donne à la classe ouvrière de la nécessité, de la possibilité et des moyens de la révolution communiste mondiale. Et il sera vraiment cet exemple si le prolétariat mondial comprend toujours plus la véritable signification de ses combats présents comme obstacle à une nouvelle boucherie mondiale et comme préparatifs de la révolution qui mettra fin à la barbarie, aux guerres et à l'exploitation.

Ch. M.

- (1) cf RI n° 153
- (2) cf RI n° 155 et 156
- (3) cf RI n° 158
- (4) Trotsky : "Histoire de la Révolution russe"

A paraître très prochainement, notre brochure :

OCTOBRE 1917,

DEBUT DE LA REVOLUTION MONDIALE

RECTIFICATIF

Dans notre article polémique avec le PCI, "critiquer les syndicats pour mieux défendre le syndicalisme de base", paru dans RI n° 160 (septembre 87) nous attribuons faussement à cette organisation la paternité du "Bulletin de direction programmatique de combat", titrant "Pour le syndicat rouge". Cette erreur de notre part nous faisait alors déduire que le PCI reconnaissait explicitement que les nouvelles structures permanentes de défense des intérêts économiques de la classe ouvrière dont il préconise la construction sont des "syndicats rouges". Ce qui n'est donc pas le cas. Pour regrettable que soit cette erreur, elle n'affaiblit cependant en rien notre argumentation, et notre critique, basée sur les écrits réels du PCI dans son journal "Le Prolétaire" et démontrant que cette organisation ne travaille en fait objectivement qu'à mettre en place de nouvelles structures syndicalistes de base, contre les efforts de prise en charge par les ouvriers eux-mêmes de leurs luttes pour les unifier.

L'organisation réelle qui titre ainsi dans son bulletin "Pour le syndicat rouge" se nomme également PCI et est essentiellement implantée en Italie (à Florence) mais publiée également en France "La Gauche communiste". Les deux organisations que nous avons ainsi confondues appartiennent à la famille bordiguiste et partagent les mêmes incompréhensions de base sur la question syndicale; celle avec laquelle nous polémiquions était moins conséquente avec ses erreurs pour ne pas comprendre ni reconnaître clairement qu'elle défend la possibilité et la nécessité du syndicat rouge.

R.I.

FACE A LA GRAVITE DE LA SITUATION INTERNATIONALE L'IRRESPONSABILITE DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ Le samedi 18 septembre s'est tenue à Paris une réunion publique du CCI sur le thème : "Le capitalisme, c'est la guerre". Alors que le bloc occidental est en train de mobiliser la plus importante flotte navale depuis la deuxième guerre mondiale et la guerre de Corée, alors que l'armée du capital français se retrouve mobilisée sur deux théâtres d'opérations : dans le golfe persique et au Tchad, alors que la propagande mensongère des deux blocs s'intensifie avec les négociations sur le désarmement, le milieu politique, les organisations révolutionnaires une fois de plus n'ont pas daigné se déplacer. Ils n'ont pas éprouvé le besoin de venir développer leur point de vue sur la question de la guerre, question pourtant cruciale pour l'avenir de l'humanité en général et pour le prolétariat en particulier.

Cette situation n'est malheureusement pas nouvelle. Elle traduit une faiblesse politique profonde qui sévit au sein du milieu politique actuel : l'esprit sectaire, la tendance au repli sur soi, au refus de la discussion et de la confrontation politique.

Ce sont toujours les mêmes arguments "massue" qui sont assénés (le plus souvent verbalement) pour justifier une telle absence : "il n'est pas possible de discuter avec le CCI" ou plus radicalement "ça ne sert à rien de discuter !".

Le premier argument tombe de lui-même lorsqu'on constate le simple fait qu'à part le FOR (1), aucun autre groupe en France (en dehors évidemment du CCI) n'organise de réunion publique ou de permanence régulière ouvertes à la discussion. Ce n'est donc pas seulement qu'il serait difficile de discuter dans le cadre des réunions publiques du CCI mais c'est la nécessité d'ouvrir des lieux de discussion, de confrontation des points de vue qui est pratiquement nié par la plupart des groupes du milieu prolétarien.

Le deuxième argument plus direct, révèle l'incompréhension de fond : "la discussion au sein du milieu politique ne sert à rien". Ce point de vue qui sous-estime

complètement la nécessité de la discussion pour permettre la clarification au sein du milieu politique traduit une incompréhension fondamentale du rôle des révolutionnaires dans la période actuelle d'exacerbation des tensions de classe, d'accélération du cours de l'histoire.

Même si cela ne se traduit pas immédiatement et mécaniquement dans l'assistance aux réunions publiques, la période actuelle de développement de la lutte de classe, de maturation de la conscience de classe est propice au développement de l'écho des idées révolutionnaires, à l'apparition de nouveaux éléments issus de la classe et en recherche d'une cohérence révolutionnaire. Il est vital que ces éléments prennent connaissance des positions politiques qui fondent le milieu politique prolétarien, des débats qui l'animent, qu'ils y participent. C'est dans cette dynamique que se situe la perspective de clarification nécessaire pour débayer le terrain aux regroupements futurs. L'absence des organisations du milieu politique aux réunions publiques du CCI montre la sous-estimation de la nécessité de l'intervention dans cette dynamique pour la renforcer, la faire fructifier.

Le repli sectaire, ce n'est pas seulement le refus de discuter avec les autres groupes, dans la période actuelle une telle attitude signifie le repli en dehors du temps, en dehors de l'histoire, en dehors des échéances qu'elle impose, c'est à dire la fuite en avant vers le néant.

La discussion n'est pas toujours facile, elle ne donne pas forcément de résultat immédiat, mais elle est vitale. Ne pas comprendre son importance au sein du milieu politique actuel, revient à perdre de vue le rôle des révolutionnaires dans la période actuelle et à perdre toute utilité pour la classe à l'heure où se profile de plus en plus clairement les pôles de l'alternative : guerre ou révolution.

Pour RI, J.J.

(1) FOR (Ferment Ouvrier Révolutionnaire). "Alarme" B.P. 329 75624 PARIS Cédex 13.

